

Bulletin
Investissements
sous contrôle étranger **FLASH**

Perspectives 2013

Depuis l'année de référence 2004, la publication n° 61-232 de Statistique Canada, *Investissements étrangers et nationaux au Canada*, permettait de suivre l'évolution des investissements étrangers selon le pays de contrôle et l'industrie au niveau provincial. Étant donné que cette publication ne sera pas disponible pour une deuxième année consécutive, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a élaboré une méthode permettant d'estimer les investissements étrangers au Québec. L'estimation repose sur la partie québécoise de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisation*, ainsi que sur les informations contenues dans le cédérom *Liens de parenté entre sociétés*. Comme cette méthode diffère du modèle d'estimation général des dépenses en immobilisation de Statistique Canada, la prudence est de mise quant à la comparabilité avec les données publiées antérieurement par Statistique Canada.

Investissements étrangers :
8,2 milliards attendus en 2013

Selon les perspectives 2013, les investissements sous contrôle étranger au Québec se chiffrent à 8,2 G\$, légèrement en baisse par rapport à 2012 (8,3 G\$). Ces investissements représentent près du tiers (32,2 %) de l'investissement privé non résidentiel. Selon le pays de contrôle, les États-Unis dominent avec 3,5 G\$ d'investissements attendus. Il s'agit d'un niveau supérieur aux années 2011 et 2012, où les investissements étrangers sous contrôle américain avoisinaient plutôt les 3,0 G\$. Les entreprises ayant leur siège social dans les pays membres de l'Union européenne comptent pour leur part investir 2,3 G\$ au Québec (comparativement à 2,8 G\$ en 2012), alors que les autres pays se situent dans l'ensemble à 2,5 G\$, en légère croissance par rapport à l'année précédente.

Selon la composante, les investissements étrangers en construction s'élèvent à 3,1 G\$ en 2013, en diminution de 10,8 % par rapport à 2012, alors que les investissements en machines et matériel se situent à 5,1 G\$, soit une deuxième année de croissance consécutive. Dans le cas de la construction, l'intensification des investissements étrangers dans

Tableau 1
Dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, Québec, 2011-2013¹

Pays de contrôle	Année	Immobilisations		Total
		Construction	Machines et équipement	
			M\$	
Canada	2011	6 208,7	9 046,3	15 255,0
	2012	7 671,6	10 299,3	17 970,9
	2013	7 132,8	10 153,7	17 286,5
Pays étrangers	2011	3 139,0	4 546,1	7 685,1
	2012	3 451,1	4 813,1	8 264,2
	2013	3 078,1	5 118,4	8 196,5
États-Unis d'Amérique	2011	1 123,1	1 916,1	3 039,2
	2012	1 221,2	1 812,9	3 034,1
	2013	1 420,2	2 038,4	3 458,6
Union européenne ²	2011	1 367,8	1 055,7	2 423,4
	2012	1 521,1	1 260,8	2 781,9
	2013	1 095,7	1 190,1	2 285,8
Autres pays	2011	648,1	1 574,4	2 222,4
	2012	708,8	1 739,5	2 448,3
	2013	562,2	1 889,9	2 452,1
Total, secteur privé non résidentiel	2011	9 347,7	13 592,4	22 940,1
	2012	11 122,7	15 112,4	26 235,1
	2013	10 210,9	15 272,1	25 483,0

1. 2011 : dépenses réelles; 2012 : Données réelles provisoires; 2013 : perspectives.

2. Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

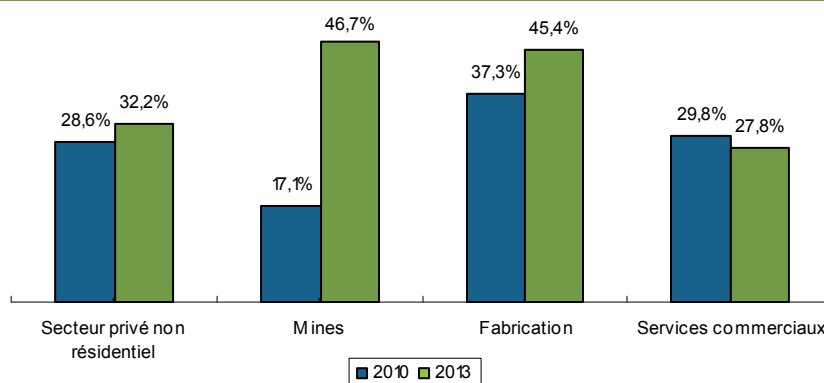
le secteur minier explique en bonne partie les niveaux élevés d'investissements observés ces dernières années, secteur étant plutôt intense en construction. Alors qu'en 2010, les

investissements étrangers dans le secteur minier se situaient à 445,1 M\$, ils s'élèvent à 1,7 G\$ en 2013, malgré un recul prononcé par rapport à 2012 (2,3 G\$).

Près de la moitié des investissements étrangers se retrouvent dans le secteur minier et dans la fabrication

Dans le secteur de la fabrication, plus intense en machines et équipement qu'en construction, la baisse observée en 2013 (– 14,9 %) ramène les investissements étrangers à un niveau inférieur aux investissements canadiens, contrairement aux années 2011 et 2012, où les pays étrangers les ont dépassés. Parmi les sous-secteurs, celui de la fabrication de produits chimiques est celui où la part des pays étrangers est la plus importante (78,9 %), s'élevant à 233,6 M\$ comparativement à 62,7 M\$ d'investissements nationaux. Les sous-secteurs de la fabrication de matériel de transport (135,4 M\$) et de la fabrication de produits informatiques et électroniques (101,6 M\$) ont également des intentions d'investissements supérieures à 100 M\$ en 2013. Viennent ensuite, par ordre d'importance, la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (87,9 M\$), la fabrication d'aliments (83,5 M\$), la fabrication du papier (83,3 M\$) et la fabrication de produits minéraux non métalliques (61,3 M\$).

Figure 1
Part de l'investissement étranger selon le secteur d'activité économique, Québec, 2010 et 2013¹



1. 2010 : dépenses réelles; 2013 : perspectives.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Présence accrue des sociétés étrangères dans le commerce

Dans les industries de services, le secteur de la finance et des assurances domine, avec des investissements étrangers attendus de 1,7 G\$ en 2013, principalement attribuables à la location à long terme de matériel automobile. Dans le secteur du commerce de détail, la croissance observée en 2013 (+ 15,9 %) se retrouve davan-

tage dans les établissements sous contrôle étranger (+ 199,3 M\$) que dans les établissements canadiens (+ 96,8 M\$). Dans le secteur du commerce de gros, les investissements étrangers devraient plus que doubler en 2013 pour s'établir à 580,0 M\$, pendant que les investissements canadiens se replient plutôt de 318,1 M\$.

Tableau 2

Investissement selon le pays de contrôle de l'entreprise par secteur du SCIAN¹, Québec, perspectives 2013

Secteur	Pays de contrôle		
	Canada	Étrangers	Total
	M\$		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	693,3	1,5	694,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	1 974,9	1 732,0	3 706,9
Services publics (22)	x	x	7 570,8
Construction (23)	1 097,8	10,0	1 107,8
Fabrication (31-33)	2 569,6	2 137,6	4 707,3
Commerce de gros (41)	616,1	580,0	1 196,2
Commerce de détail (44-45)	1 467,0	694,3	2 161,2
Transport et entreposage (48-49)	2 742,6	358,8	3 101,4
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	1 395,6	76,6	1 472,2
Finance et assurances (52)	847,7	1 658,3	2 506,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	1 036,7	571,4	1 608,0
Services professionnels, scientifiques et techniques (54)	947,9	172,0	1 119,9
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	9,2	1,2	10,4
Services administratifs, de soutien et de gestion des déchets et d'assainissement (56)	360,1	66,4	426,4
Services d'enseignement (61)	x	x	1 871,3
Soins de santé et assistance sociale (62)	x	x	2 876,0
Arts, spectacles et loisirs (71)	227,5	7,9	235,4
Hébergement et services de restauration (72)	825,8	32,5	858,2
Autres services (sauf les administrations publiques) (81)	534,3	15,1	549,4
Administrations publiques (91)	10 058,4	–	10 058,4
Logements (U)	23 574,7	–	23 574,7
Total	63 216,4	8 196,5	71 412,7

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, Canada 2002

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Tableau 3

Dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, perspectives 2013

Pays de contrôle	Immobilisations		Total
	Construction	Machines et équipement	
	M\$		
Canada	2 741,8	4 876,9	7 618,6
Pays étrangers	650,4	2 424,8	3 075,3
États-Unis d'Amérique	369,1	970,6	1 339,8
Union européenne ¹	251,8	568,7	820,5
Autres pays	29,5	885,5	915,0
Total, secteur privé non résidentiel	3 392,2	7 301,7	10 693,9

1. Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Quatrième hausse consécutive des investissements étrangers dans la RMR de Montréal

Les investissements sous contrôle étranger dans le RMR de Montréal devraient atteindre 3,1 G\$ en 2013, en croissance de 10,8 % par rapport à 2012. Les entreprises américaines comptent ainsi investir 1,3 G\$, les entreprises européennes, 820,5 M\$, alors que les entreprises provenant d'autres pays représentent 915,0 M\$. Plus du quart (25,9 %) de l'investisse-

ment étranger dans la RMR de Montréal se retrouve dans le secteur de la fabrication (795,8 M\$), concentré dans les secteurs de la fabrication de produits chimiques (180,7 M\$) et de la fabrication de produits informatiques et électroniques (67,2 M\$). Dans les industries de services, comme dans le cas de la province, les investissements étrangers se concentrent dans les secteurs de la finance et des assurances (805,3 M\$), du commerce de gros (383,4 M\$) et de détail (372,5 M\$).

Abréviations et signes conventionnels :

2010-2011 : Données réelles
2012 : Données réelles provisoires
2013 : Perspectives

\$ En dollars
G En milliards
M En millions
% Pourcentage
— Néant ou zéro
x Donnée confidentielle

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source de données : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, 27 février 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle, secteur de la fabrication¹, région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, perspectives 2013

Secteur et sous-secteur	Pays de contrôle		Total
	Canada	Étrangers	
	M\$		
Fabrication (31-33)	1 164,1	795,8	1 959,9
Fabrication d'aliments (311)	206,2	43,3	249,5
Fabrication de boissons et de produits du tabac (312)	x	x	x
Usines de textile (313)	9,0	1,4	10,3
Usines de produits textiles (314)	4,3	0,1	4,4
Fabrication de vêtements (315)	17,9	1,1	19,0
Fabrication de produits en cuir et produits analogues (316)	x	—	x
Fabrication de produits en bois (321)	27,4	3,6	30,9
Fabrication du papier (322)	76,7	28,2	104,9
Impression et activités connexes de soutien (323)	77,2	7,8	85,0
Fabrication de produits du pétrole et du charbon (324)	x	x	x
Fabrication de produits chimiques (325)	35,1	180,7	215,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (326)	79,6	47,2	126,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques (327)	62,9	40,5	103,4
Première transformation des métaux (331)	x	x	88,1
Fabrication de produits métalliques (332)	115,4	31,7	147,1
Fabrication de machines (333)	42,6	23,6	66,2
Fabrication de produits informatiques et électroniques (334)	19,5	67,2	86,7
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (335)	47,2	11,4	58,5
Fabrication de matériel de transport (336)	114,1	61,6	175,6
Fabrication de meubles et de produits connexes (337)	24,3	1,6	25,9
Activités diverses de fabrication (339)	51,5	10,4	61,9

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, Canada 2002

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Investissement sous contrôle étranger : les données portant sur les investissements sous contrôle étranger, comme définies dans la publication *Investissements étrangers et nationaux au Canada* de Statistique Canada, se réfèrent aux dépenses en immobilisation des entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. La valeur de l'investissement correspond au coût d'acquisition des constructions neuves, des améliorations majeures et des machines et équipement.

Investissement direct étranger : les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présentées dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, correspondant à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément aux termes de la Loi sur Investissement Canada. Ces investissements peuvent être ou ne pas être des investissements directs étrangers ou des investissements sous contrôle étranger, selon la provenance et l'utilisation des fonds, lesquelles ne sont pas étudiées par Investissement Canada. Les statistiques d'Investissement Canada permettent uniquement de mesurer la fréquence des créations d'entreprises et des acquisitions d'entreprises au Canada par des non-résidents.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre les deux concepts (au sens de la comptabilité nationale). L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie (la formation brute de capital fixe, composante du produit intérieur brut selon la méthode des dépenses), alors que l'investissement direct étranger ne mesure que le changement de propriété des actifs financiers par les flux transfrontaliers (investissements directs étrangers, composante de la balance des paiements).

Par exemple, une entreprise américaine établie au Québec qui agrandit une usine constitue à coup sûr une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas s'il est financé par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques**.

Ont collaboré à la réalisation :
Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques sectorielles
et du développement durable
Esther Frève, révision linguistique
Direction des communications

Pour plus de renseignements :
Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

La version PDF de ce bulletin
est diffusée sur le site Web de
l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2013

ISSN 1925-1807 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation
personnelle est interdite sans l'autorisation du
gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm